



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

Documents officiels

## Première Commission

**12<sup>e</sup>** séance plénière

Lundi 18 octobre 2021, à 15 heures  
New York

*Président :* M. Hilale ..... (Maroc)

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

### Points 92 à 107 de l'ordre du jour (suite)

#### Débat thématique sur des questions précises et présentation et examen de tous les projets de résolution et de décision présentés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président :** La Première Commission va maintenant poursuivre son débat thématique sur les groupes de questions 5 à 7, à savoir « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale », « Désarmement et sécurité sur le plan régional » et « Mécanismes de désarmement ».

**M<sup>me</sup> Bentégeat** (France) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des 53 États coauteurs de la proposition de programme d'action des Nations Unies sur la cybersécurité, ainsi que de l'Union européenne.

Depuis plus de 20 ans, depuis que la résolution 53/70 a souligné pour la première fois que les technologies de l'information et des communications (TIC) peuvent potentiellement être utilisées à des fins incompatibles avec les objectifs de maintien de la stabilité et de la sécurité internationales, les États se sont engagés dans des discussions approfondies à

l'ONU pour examiner et relever les défis posés par les utilisations malveillantes des TIC dans le contexte de la sécurité internationale.

Ces efforts multilatéraux d'une valeur inestimable ont été reflétés dans les travaux de six groupes d'experts gouvernementaux consécutifs créés depuis 2003 et du Groupe de travail à composition non limitée établi conformément à la résolution 73/27. Les rapports des groupes d'experts gouvernementaux de 2010, 2013 et 2015, approuvés par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, ont permis de dégager une compréhension commune des menaces existantes et émergentes liées à l'utilisation des TIC et de consolider un cadre pour le comportement responsable des États, fondé sur le droit international, les normes, les règles et les principes, ainsi que des mesures recommandées de confiance, de renforcement des capacités et de coopération.

Nous saluons les résultats du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) et du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135) de 2021, dont les rapports finaux consensuels réaffirment ce cadre et ajoutent des compréhensions communes aux conclusions et

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



recommandations des groupes précédents. Ces résultats représentent une évolution positive de notre travail commun sous les auspices de l'ONU et reflètent l'adhésion constante des États au cadre agréé. Tout en gardant à l'esprit que des normes supplémentaires pourraient être élaborées au fil du temps, nous pensons que ce cadre offre une base solide pour faire progresser la coopération et améliorer la sécurité et la stabilité dans le cyberspace.

Nous nous félicitons de la poursuite de l'engagement et du dialogue entre tous les États au sein du nouveau Groupe de travail à composition non limitée créé conformément à la résolution 75/240. Face aux menaces croissantes que font peser sur la paix et la sécurité internationales les activités malveillantes liées aux TIC, nous appelons la communauté internationale à donner suite aux travaux consensuels menés de longue date sur ces questions par des engagements concrets.

Ces dernières années, malgré les progrès remarquables réalisés dans le cadre de nos discussions, les menaces à la paix et à la sécurité internationales liées aux TIC n'ont cessé d'augmenter, d'autant que la pandémie en cours a accru notre dépendance collective à l'égard des TIC. Comme l'ont noté les rapports successifs, les incidents causés par des activités malveillantes liées aux TIC, menées par des acteurs étatiques et non étatiques, ont gagné en ampleur, en sophistication et en gravité. Les activités nuisibles contre des infrastructures critiques, qui peuvent avoir des conséquences sociales, économiques et humanitaires dévastatrices, sont devenues de plus en plus préoccupantes. Alors que de plus en plus d'États et d'acteurs non étatiques développent des capacités dans le domaine des TIC, les risques de malentendus et d'escalade peuvent conduire à une instabilité internationale accrue.

Cependant, les capacités à faire face à ces menaces continuent de varier considérablement d'un pays à l'autre. Notre capacité à assurer collectivement la sécurité et la stabilité dans le cyberspace dépend de l'aptitude de chaque État à développer ses capacités et à mettre effectivement en œuvre ses engagements.

Nous promouvons donc la proposition d'un programme d'action des Nations Unies, afin d'établir un instrument permanent, inclusif et orienté vers l'action, visant à faire progresser la coopération concrète contre l'utilisation malveillante des TIC. L'objectif principal de cette proposition est de faciliter la mise en œuvre du cadre consensuel pour un comportement responsable des États dans l'utilisation des TIC. À cette

fin, le programme d'action soutiendrait des actions de renforcement des capacités adaptées sur la base d'une évaluation par les États de leurs besoins, développerait les échanges de bonnes pratiques et d'expériences entre les experts concernés et favoriserait un dialogue multipartite substantiel avec la société civile, le monde universitaire et les acteurs privés, puisqu'il leur incombe également de contribuer à la lutte contre les activités malveillantes liées aux TIC.

Le programme d'action peut être développé de manière complémentaire et coordonnée avec d'autres processus pertinents dans le cadre de l'ONU. L'essentiel de son travail serait axé sur la mise en œuvre du cadre agréé, tel qu'il résulte des travaux des précédents groupes d'experts gouvernementaux et du Groupe de travail à composition non limitée. Son mandat non limité pourrait être utilisé pour soutenir la mise en œuvre de tout accord futur sur l'utilisation des TIC dans le contexte de la sécurité internationale.

Nous nous félicitons que cette proposition ait été notée dans les rapports consensuels adoptés cette année par le Groupe de travail à composition non limitée 2019-2021 et le Groupe d'experts gouvernementaux 2019-2021. Comme le recommandent ces rapports, nous avons l'intention de poursuivre l'élaboration de cette proposition, en tenant compte des points de vue et des préoccupations de tous les États. À cette fin, des consultations inclusives et ouvertes pourraient avoir lieu au sein du nouveau Groupe de travail à composition non limitée créé conformément à la résolution 75/240. Des consultations informelles auront également lieu dans d'autres lieux et forums, ce qui pourrait également donner l'occasion d'entendre les points de vue des organisations non gouvernementales.

Nous continuerons à échanger avec tous les États et les parties prenantes intéressés, afin d'élaborer une proposition qui renforce concrètement la paix et la sécurité internationales dans le cyberspace et qui permette à tous de profiter des avantages des TIC.

**M<sup>me</sup> Hofírková** (République tchèque) (*parle en anglais*) : La stabilité régionale est essentielle à notre quête de sécurité, de prospérité et de paix au niveau mondial. Elle requiert la compréhension et le respect entre voisins attachés à des règles de comportement communes. Nous soutenons la mise en place de mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional, qui constituent un moyen important d'instaurer la confiance, de renforcer la transparence et de prévenir les conflits. Forte de cette conviction, la République

tchèque défend avec ferveur le rôle important des organisations régionales dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Par exemple, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a accompli un travail important dans ce domaine. Toutefois, l'implication fructueuse des organisations régionales n'est possible que si la confiance règne entre toutes les parties. Malheureusement, les conditions de sécurité actuelles en Europe sont caractérisées par un manque de confiance causé par les efforts de certains pays visant à éroder les normes précédemment acceptées.

Pour relever les défis en matière de désarmement et de non-prolifération, nous avons besoin de mécanismes de désarmement efficaces et performants. Nous continuons à plaider en faveur de l'élargissement de la Conférence du désarmement, qui ne compte actuellement que 65 membres. Nous appelons donc à la nomination rapide d'un coordonnateur spécial chargé de mener des consultations de fond sur l'élargissement de sa composition.

Nous soulignons le rôle important que la Commission du désarmement est appelée à jouer en tant qu'organe délibérant de l'Assemblée générale sur les questions de désarmement. Nous appuyons les efforts visant à la revitaliser, à améliorer ses méthodes de travail et à faciliter des débats plus constructifs, inclusifs et ciblés qui permettraient à toutes les parties de parvenir à un consensus.

Le processus de numérisation en cours offre d'immenses possibilités de développement économique et humain. Toutefois, notre dépendance croissante à l'égard du cyberspace accroît également les dépendances, les risques et les vulnérabilités dans le contexte de la sécurité internationale. Dans ce contexte, la République tchèque se félicite de l'adoption récente des rapports consensuels du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) et du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135), qui constituent des étapes positives importantes et renforcent le cadre existant des Nations Unies par le biais de 11 normes sur le comportement responsable des États dans le cyberspace.

Nous avons bon espoir que la Première Commission s'appuiera sur cet élan positif, approuvera les deux rapports et ira de l'avant dans la mise en

œuvre du cadre convenu sur la base d'un consensus. À cet égard, nous souhaitons également exprimer notre reconnaissance aux deux auteurs du traditionnel projet de résolution (A/C.1/76/L.13) déposé au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Progrès de l'informatique et des télécommunications et sécurité internationale ».

Afin de rendre ce cadre efficace, la République tchèque est convaincue que les prochaines étapes au niveau de l'ONU doivent se concentrer sur l'appui qui doit être apporté à tous les États afin qu'ils puissent mettre en œuvre le cadre convenu. Sur le plan thématique, la République tchèque accorde une grande importance à la protection des infrastructures critiques contre les menaces liées à l'information et aux télécommunications. Les cyberattaques contre les infrastructures critiques peuvent avoir des conséquences humanitaires dévastatrices en empêchant la fourniture de services essentiels, tels que les soins de santé, l'eau, la nourriture et l'énergie, à nos citoyens. Selon nous, la protection des infrastructures critiques et le soutien au renforcement des capacités pratique sont deux domaines sur lesquels il existe un large consensus parmi les États Membres de l'ONU.

Si la République tchèque n'exclut pas la possibilité d'élaborer des normes supplémentaires au fil du temps, y compris au sein du nouveau Groupe de travail à composition non limitée, nous sommes fermement convaincus qu'il est nécessaire d'établir un mécanisme des Nations Unies permanent et orienté vers l'action pour appuyer la mise en œuvre du cadre normatif par un travail pratique et axé sur les résultats, notamment dans le domaine du renforcement des capacités. Nous pensons que la proposition présentée par l'Égypte et la France d'établir un programme d'action des Nations Unies pour un comportement responsable des États dans le cyberspace, qui est actuellement coparrainée par un groupe diversifié d'États Membres de toutes les régions, pourrait offrir une plateforme permanente où toutes les parties prenantes concernées auraient la possibilité d'apporter leurs connaissances spécialisées pour appuyer sa mise en œuvre universelle. La République tchèque se réjouit à l'idée d'examiner ces propositions de manière inclusive et transparente.

**M. Hallgren** (Suède) (*parle en anglais*) : Au cours de cette session de la Première Commission, nous avons entendu de nombreux représentants exprimer leur inquiétude quant à l'état des affaires internationales. La détérioration des conditions de sécurité, ainsi que la polarisation accrue et le manque de confiance entre

les États, sont évidents. L'érosion continue du respect du droit international, du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur des règles a eu une incidence négative sur le dispositif mondial de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération, qui est un fondement essentiel de notre sécurité commune.

Les grands défis mondiaux ne peuvent être relevés avec succès qu'en travaillant ensemble en partenariat avec d'autres. Le multilatéralisme et la coopération multilatérale occupent une place centrale dans ces efforts, et l'ONU doit en rester au cœur. La communauté internationale a la responsabilité collective d'assurer le fonctionnement continu, la pertinence et l'intégrité des mécanismes de désarmement. Toute tentative, y compris au sein de la Première Commission, de saper les organes internationaux doit faire l'objet d'une réponse forte et collective. La Suède appelle tous les États à respecter les normes internationales, à s'acquitter de leurs obligations et engagements et à travailler à rétablir le dialogue et les mesures de confiance.

Il est important d'adopter une approche globale des défis mondiaux en matière de sécurité. Le programme du Secrétaire général intitulé « Assurer notre avenir commun : un programme de désarmement » a précisé pour objectif de placer le désarmement et la non-prolifération dans une perspective plus large et mieux adaptée aux conditions de sécurité internationales complexes d'aujourd'hui. Ce message est renforcé dans son récent rapport intitulé *Notre Programme commun* (A/75/982). Le lien établi avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable peut contribuer à éliminer les cloisonnements et à placer nos problèmes communs dans un contexte plus large.

La Suède est un champion de la promotion du dialogue pour le désarmement nucléaire et de la participation pleine et effective des femmes aux processus décisionnels et aux plateformes multilatérales de désarmement. Dans ce contexte, nous poursuivons nos efforts pour ouvrir la voie à un terrain d'entente avant la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, notamment par le biais de l'initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire.

Conformément à la politique étrangère féministe de la Suède, nous sommes fermement convaincus que la participation pleine et égale des femmes et des hommes est essentielle pour tous les aspects de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération.

La prise en compte de l'égalité des sexes dans notre travail collectif contribuera à améliorer son fonctionnement et à renforcer la paix et la sécurité internationales, tout en le rendant plus durable.

Nous sommes encouragés par l'augmentation du nombre de résolutions qui incluent les questions de genre. À cet égard, nous nous félicitons du rôle actif et des mesures concrètes adoptées par l'ONU, telles que la fourniture de données ventilées par sexe et la promotion d'une participation effective et égale des femmes et d'une prise en compte des questions de genre dans nos activités et politiques de désarmement. Les activités et les rapports de haute qualité de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, en tant qu'institution autonome, sont également très appréciés.

Malgré tous leurs efforts, les États ne peuvent atteindre seuls les objectifs qu'ils se sont fixés. Les représentants de la société civile, du monde universitaire et de l'industrie font tous partie d'un pilier important du dispositif de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération. Ces représentants contribuent à la sensibilisation, fournissent des idées et nous poussent à adopter des mesures concrètes qui nous permettent d'avancer dans la bonne direction vers un monde plus pacifique et sûr, exempt d'armes nucléaires. Nous ne devons pas laisser la pandémie devenir un prétexte pour restreindre leur participation continue. Le dialogue et la coopération avec la société civile sont essentiels, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'ONU. Les États ont la responsabilité commune de faire ce qu'ils peuvent pour freiner le rétrécissement de l'espace de la société civile.

**M. Tchalaré (Togo) :** Les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement constituent des institutions importantes du système des Nations Unies, dont la contribution à la paix n'a cessé de résister à l'épreuve du temps. Les actions diverses menées par les différents centres régionaux existants viennent illustrer cette affirmation. À cet égard, le Togo salue les rapports du Secrétaire général sur les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement et plus précisément sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique qu'il a l'honneur et le privilège d'abriter.

Le contexte politique qui prévaut sur le continent africain pose d'énormes défis sécuritaires que les États relèvent tant bien que mal avec le soutien du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Malheureusement, ces défis se sont aggravés, d'une part, avec le recours par certains



individus et organisations à certains types d'armes conventionnelles, notamment les armes légères et de petit calibre, et d'autre part, avec le risque d'accéder à des armes lourdes et, de manière plus générale, la complexification des formes de criminalité.

Aussi, conformément à son mandat que précise la résolution 40/151 G, le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique a accompli des actions notables dans le cadre du désarmement régional. Il s'agit en l'occurrence d'un appui technique aux initiatives étatiques, en vue de mettre en œuvre des mesures essentielles relatives à la paix et à la limitation des armements.

À cet égard, partant du postulat selon lequel aucun développement harmonieux et durable n'est possible sans la paix, l'appui apporté par le Centre à la Commission de l'Union africaine reste toujours primordial dans la mise en œuvre de son agenda 2063 et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, plus particulièrement la réalisation de l'ambition de faire taire les armes d'ici 2030 et de réduire la violence sous toutes ses formes partout dans le monde.

C'est le lieu de relever que la contribution du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique reste précieuse dans la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel à travers la fourniture d'une assistance technique visant à améliorer la lutte contre la circulation illicite des armes de petit calibre. En ce qui concerne le Togo, il convient de se féliciter de la mise en œuvre du projet intitulé « Assistance technique pour la sécurité physique et la gestion des stocks, le marquage et la destruction des armes légères et de petit calibre et des munitions associées au Togo ».

Ce projet, dont le lancement a été effectué à Lomé en 2018, est mis en œuvre par le Bureau des affaires de désarmement de l'Organisation des Nations Unies et le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, avec le soutien financier du Gouvernement japonais. Il permettra d'accumuler les expériences dans la lutte contre les armes légères et de petit calibre au Togo et de renforcer les actions du Gouvernement togolais dans ce sens.

Les Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement sont confrontés essentiellement à des défis financiers. C'est pourquoi le Togo veut relayer l'appel du Secrétaire général invitant les États Membres et les contributeurs à davantage d'efforts afin de leur

permettre de renforcer leurs capacités opérationnelles pour faire face aux besoins sans cesse croissants de nos pays. À cet égard, nous invitons les États Membres à soutenir, comme ils l'ont toujours fait, la résolution annuelle (A/C.1/76/L.15) déposée par le Nigéria au nom des pays africains, qui, tout en rappelant le rôle central du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique dans le cadre du désarmement régional, lance un appel pressant aux États à honorer leurs contributions afin de lui permettre de mener à bien ses activités. Pour finir, nous exprimons le vœu de voir le Centre relever les importants défis que sont les siens, avec le soutien de tous les États Membres et partenaires.

**M. Choffat (Suisse) :** Les développements scientifiques et technologiques ont un grand potentiel pour le désarmement et la sécurité internationale. Ils fournissent de nouveaux outils, par exemple en renforçant le dialogue, en favorisant la vérification ou en améliorant la gestion des crises. Ces mêmes technologies engendrent également de nouveaux défis pour la sécurité et la stabilité internationales. La Suisse met l'accent sur la recherche de solutions multilatérales à ces défis et soutient les activités entreprises à cette fin dans le contexte de l'Agenda pour le désarmement du Secrétaire général et par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

S'agissant des systèmes d'armes autonomes, de nouvelles règles et mesures devraient être élaborées pour éviter les systèmes qui seraient incapables de respecter le droit international humanitaire. Les autres systèmes d'armes autonomes qui, en principe, pourraient être utilisés conformément au droit international humanitaire devraient, pour leur part, être réglementés, notamment en définissant le type et le degré de contrôle humain requis, en notant que celui-ci dépend du contexte.

Nous espérons que le Groupe d'experts gouvernementaux sur les systèmes d'armes létaux autonomes sera en mesure de parvenir à une telle entente et que la sixième Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques enverra un signal fort contre le développement et l'utilisation de systèmes d'armes autonomes ne respectant pas les exigences du droit international humanitaire. En outre, nous espérons que la Conférence d'examen adoptera un nouveau mandat clair qui enjoigne au Groupe d'experts gouvernementaux de développer un cadre normatif et opérationnel fort et exhaustif, garantissant le respect du droit international et prenant en compte les considérations éthiques.

Le cadre normatif existant assure un cyberspace libre, ouvert et sûr. Le droit international, y compris le droit international humanitaire et les droits de l'homme, y sont applicables et doivent être respectés. En outre, 11 normes volontaires de comportement responsable des États et d'autres mesures de confiance contribuent à la stabilité du cyberspace.

La Suisse salue la récente adoption par consensus des rapports du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) et du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135), qui complètent et confirment la centralité de ce cadre. La Suisse continuera de s'engager sur cette base dans le nouveau Groupe de travail à composition non limitée.

Notre priorité commune doit être la mise en œuvre de ce cadre. De concert avec plus de 50 autres États, la Suisse promeut la création d'un programme d'action des Nations Unies pour établir un instrument permanent, inclusif et orienté vers l'action, visant à faire progresser la mise en œuvre, le renforcement des capacités et l'instauration d'une coopération concrète contre l'utilisation malveillante des technologies de l'information et des communications.

La Suisse souhaite souligner le caractère central du respect, par tous les États, de leurs obligations respectives en matière de non-prolifération, limitations d'armements et désarmement. Nous soutiendrons une nouvelle fois la résolution des États-Unis dans ce domaine (A/C.1/76/L.16), convaincus que la viabilité et l'efficacité des accords et obligations requièrent leur respect intégral.

Par ailleurs, la Suisse souligne l'importance, pour la paix et la sécurité internationales, des régimes de contrôle à l'exportation, ainsi que de la mise en œuvre de la résolution 1540 (2004), des embargos du Conseil de sécurité et des obligations conventionnelles en matière de non-prolifération. Par conséquent, nous ne pouvons soutenir, et jugeons contre-productives, les propositions risquant d'affaiblir ces régimes et leur légitimité.

À la lumière des défis à relever dans le domaine du désarmement, nous avons besoin de pouvoir nous appuyer sur un mécanisme de désarmement fonctionnel. À cet égard, nous soulignons notre profonde

préoccupation quant à la situation à la Conférence du désarmement, qui a été incapable d'amorcer des négociations depuis 1996. Par ailleurs, cette année, cinq demandes d'États Membres de l'ONU qui voulaient participer aux activités de la Conférence en tant qu'observateurs ont été rejetées. Nous déplorons ce développement, notamment car la Conférence n'est pas parvenue à s'entendre sur un élargissement depuis 1999.

Nous déplorons également que la Conférence du désarmement n'ait pas été en mesure de se mettre d'accord sur une simple mise à jour technique de son règlement intérieur pour refléter le fait que les femmes et les hommes peuvent prendre part à ses travaux sur un pied d'égalité. Au vu de ces développements, nous sommes d'avis que des efforts renouvelés sont nécessaires pour revoir le fonctionnement de la Conférence et surmonter l'impasse actuelle.

**M. Yakut (Turquie) (*parle en anglais*) :** Compte tenu des défis auxquels reste confrontée l'architecture internationale du désarmement et de la maîtrise des armements, un multilatéralisme efficace doit être notre boussole pour aller de l'avant. Dans nos efforts pour assurer la sécurité collective, nous devons plus que jamais tirer efficacement parti de notre panoplie d'instruments. À cet égard, notre priorité à tous doit être de protéger l'intégrité du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement et de renforcer son efficacité.

La Turquie souligne son ferme soutien aux trois piliers complémentaires du mécanisme de désarmement, à savoir la Première Commission, la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement.

La Première Commission demeure une composante importante du mécanisme, et une enceinte utile pour examiner les questions de désarmement et de non-prolifération. Nous sommes satisfaits des méthodes de travail améliorées adoptées cette année pour tenir compte des changements de la situation épidémiologique mondiale. Nous espérons que, lorsque nous nous retrouverons ici l'année prochaine, les conditions seront bien meilleures.

Nous apprécions les efforts déployés pour présenter des projets de résolution à la Commission, qui constituent une pratique précieuse. Toutefois, nous devons également nous abstenir de toute duplication inutile. Notre objectif collectif doit être de faire en sorte que la Commission reste un forum pertinent et efficace pour nos délibérations.

Seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement, la Conférence du désarmement est, depuis sa création, au cœur des efforts déployés pour assurer la sécurité internationale. Des doutes ont été exprimés quant à la capacité de la Conférence du désarmement à exercer son mandat de négociation. Nous sommes convaincus que la Conférence dispose du mandat, du règlement intérieur et de la composition nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions. C'est de volonté politique que nous avons besoin pour reprendre sa tâche principale : négocier des traités internationaux juridiquement contraignants.

Bien qu'il n'ait pas été possible de parvenir à un consensus sur son programme de travail, des discussions thématiques ont eu lieu sur l'ordre du jour de la Conférence du désarmement en 2021. Compte tenu de l'urgence des questions de désarmement au niveau mondial, il est grand temps de surmonter la polarisation et de réaliser le plein potentiel de la Conférence. Dans la période à venir, le plus urgent est d'instaurer la confiance et la flexibilité requises et de faire preuve de volonté politique pour parvenir à un consensus sur un programme de travail pour la session 2022 de la Conférence. Nous espérons également que le projet de résolution sur le rapport de la Conférence du désarmement (A/C.1/76/L.48) sera adopté par consensus cette année.

La Commission du désarmement est un autre pilier important du mécanisme de désarmement. Nous espérons qu'en 2022, la Commission reprendra son rôle en tant que seul organe subsidiaire délibérant spécialisé de l'Assemblée générale permettant des délibérations approfondies sur des questions de désarmement précises. Nous réitérons notre soutien aux efforts visant à accroître l'efficacité de la Commission du désarmement et à réaliser son plein potentiel.

Pour conclure, je voudrais réitérer la volonté de la Turquie de contribuer aux travaux de toutes les composantes du mécanisme de désarmement dans un esprit constructif. Je voudrais également souligner qu'il est de notre responsabilité commune de veiller à ce que nous disposions d'un mécanisme de désarmement solide pour relever nos défis communs.

**M. Eberhardt** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Dans le cadre du groupe de questions « Autres mesures de désarmement et sécurité internationale », plus précisément en ce qui concerne la cybersécurité, la Première Commission a connu une année remarquable et quelque peu inattendue. En forgeant un consensus

sur les rapports du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816), et quelques mois après, du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale a produit son propre rapport de consensus détaillé (voir A/76/135), les États Membres ont mis fin à plusieurs années de projets de résolution sur lesquels le consensus n'avait pas été trouvé. Ces rapports se complètent et s'appuient sur le consensus existant au sein des Nations Unies. Cette année, les États-Unis ont travaillé avec la Russie pour élaborer un projet de résolution combiné (A/C.1/76/L.13) qui accueille favorablement ces deux rapports et invite les États à s'en inspirer dans leurs actions. Le projet de résolution exhorte également les États à continuer de s'appuyer sur le corpus croissant de travaux consensuels dans les processus futurs. Nous exhortons tous les États à se joindre au consensus sur le projet de résolution A/C.1/76/L.13.

En ce qui concerne les autres mesures de désarmement, les États-Unis ont pris part à un certain nombre d'initiatives visant à améliorer, par la coopération, l'environnement dans lequel s'inscrit le désarmement nucléaire futur. L'initiative « Créer un environnement propice au désarmement nucléaire » (CEND) rassemble un groupe d'États géographiquement et politiquement variés, dotés et non dotés d'armes nucléaires, afin de faciliter la poursuite des progrès en matière de désarmement nucléaire en identifiant les moyens de surmonter les aspects de l'environnement de sécurité qui entravent ces progrès.

Cette initiative sans équivalent reste très utile pour permettre aux États d'élaborer des recommandations pratiques destinées à ouvrir la voie à des progrès réels et durables en matière de désarmement. Les États-Unis reconnaissent que la maîtrise des armements elle-même peut, et doit, contribuer à améliorer la sécurité. Un autre effort de ce type, le Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire, réunit des États dotés et non dotés d'armes nucléaires dans un cadre de coopération propre à favoriser la compréhension des problèmes complexes associés à la vérification du désarmement nucléaire. Le Partenariat et l'initiative CEND sont deux parfaits exemples de mesures efficaces, soutenues par les États-Unis, qui contribuent à créer un environnement propice à un futur désarmement nucléaire, et constituent une démonstration importante de notre attachement à l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En ce qui concerne les questions de désarmement régional, les États-Unis restent disposés à entreprendre des démarches diplomatiques avec la République populaire démocratique de Corée pour atteindre notre objectif de dénucléarisation complète de la péninsule coréenne. Notre offre reste de nous rencontrer sans conditions préalables. Notre politique représente une démarche calibrée, pratique et ouverte à la diplomatie avec la République populaire démocratique de Corée, et entend explorer cette diplomatie afin de réaliser des progrès tangibles s'agissant de renforcer la sécurité des États-Unis, de leurs alliés et de leurs forces déployées. L'engagement des États-Unis à défendre la République de Corée et le Japon reste inébranlable.

En ce qui concerne l'Iran, nous poursuivons nos efforts sincères en vue d'un retour mutuel au respect des engagements pris dans le cadre du Plan d'action global commun. Les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires n'ont jamais dévié de la voie d'une diplomatie véritable avec l'Iran. Nous avons clairement indiqué que, si l'Iran s'engage à un retour mutuel au respect du Plan d'action, les États-Unis sont prêts à alléger les sanctions conformément aux termes de l'accord.

Toutefois, nous avons aussi fait clairement savoir que la poursuite de l'escalade nucléaire de l'Iran n'est pas constructive, qu'elle est incompatible avec son objectif déclaré d'un retour au respect mutuel du Plan d'action et qu'elle n'offrira à l'Iran aucun levier de négociation. Elle ne fait que renforcer l'importance d'une vérification robuste, qui reste le fondement de tout accord durable, et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) joue un rôle central dans sa mise en œuvre.

Nous sommes profondément troublés par le fait que l'Iran n'a pas respecté les engagements pris dans la déclaration commune publiée à l'issue du déplacement à Téhéran du Directeur général Grossi, en septembre, en particulier par son refus de permettre aux inspecteurs de l'AIEA de réinstaller les équipements de contrôle à Karaj. En outre, nous continuons d'exhorter l'Iran à coopérer avec l'AIEA pour résoudre les questions pendantes en matière de garanties liées à d'éventuelles matières et activités nucléaires non déclarées.

Enfin, en ce qui concerne le groupe de questions « Mécanisme de désarmement », dans sa déclaration liminaire à la Conférence du désarmement, la Sous-secrétaire d'État Bonnie Jenkins a souligné l'importance que les États-Unis accordent à une diversité accrue. Nous soutenons résolument le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et nous insistons

régulièrement pour que les femmes jouent un rôle concret dans les processus de paix et de sécurité. À cet égard, nous déplorons que la Conférence du désarmement n'ait même pas pris la mesure pourtant modeste de modifier son règlement intérieur pour le rendre neutre du point de vue du genre. C'est un triste constat quant à l'aptitude de la Conférence du désarmement à travailler efficacement.

**M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : En septembre dernier, il s'était écoulé près de 20 ans depuis la première utilisation de drones armés en dehors des situations de conflit armé. Le recours à des drones est désormais affaire de routine pour de nombreux acteurs étatiques et non étatiques, y compris dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Si la coopération interétatique est une nécessité pour faire face aux menaces émanant d'acteurs non étatiques, il est néanmoins impératif que ces efforts soient conformes au droit international des droits de l'homme et au droit international. Cet engagement a été réaffirmé lors du septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, objet de la résolution 75/291, qui souligne notre obligation de respecter les droits de l'homme et le droit international dans la mise en œuvre de la Stratégie.

Le Costa Rica appuie les appels à la communication plus régulière d'informations sur l'utilisation des drones aux organes compétents des Nations Unies, notamment le Conseil des droits de l'homme, afin d'élaborer et d'appliquer des normes solides en matière de transparence, de contrôle et de responsabilité dans l'utilisation des drones armés ; de prendre des mesures efficaces pour endiguer la prolifération des drones dans le cadre des régimes multilatéraux de maîtrise des exportations d'armes ou de traités internationaux ; d'engager une discussion ouverte sur les problèmes que posent les assassinats ciblés par drone sur le plan du droit international, entre autres, comme l'a demandé la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires dans le rapport qu'elle a consacré l'année dernière à l'utilisation de drones armés pour des assassinats ciblés (A/HRC/44/38).

Le Costa Rica est également préoccupé par l'utilisation croissante de drones à des fins antiterroristes et dans le maintien de l'ordre au niveau national. Ces mesures ne devraient être prises que si elles sont nécessaires, proportionnellement au risque et dans le plein respect de la promotion et de la protection des droits de l'homme, dont le droit à la vie privée, dans les limites de l'application de la législation intérieure.



Le Costa Rica note l'attention croissante qui est accordée à l'utilisation de la technologie des drones dans les travaux du Pacte mondial des Nations Unies de coordination contre le terrorisme et demande instamment que tous les efforts de renforcement des capacités et d'assistance technique, en ce compris ceux des Nations Unies, intègrent une politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme. Le Costa Rica appelle à l'élaboration de normes et de règlements internationaux sur l'emploi de la violence létale au moyen de drones afin de garantir le respect des principes juridiques internationaux, de mieux protéger les civils en période de conflit armé et de renforcer les mécanismes de responsabilisation.

C'est une année importante pour les efforts multilatéraux, déployés sous les auspices de l'ONU, pour faire progresser la paix et la sécurité internationales dans le cyberspace. Toutefois, après 23 ans de discussions dans ce domaine, le Costa Rica estime qu'il est temps de créer une instance permanente pour examiner ces questions. Il est également urgent de créer des mécanismes pour mettre en œuvre les normes existantes et garantir l'application du principe de responsabilité.

Enfin, le Costa Rica est également conscient de l'incidence des cyberopérations internationales sur les droits de l'homme et exhorte les États à s'abstenir d'exploiter les lois, politiques et pratiques liées à la cybersécurité comme prétexte pour violer les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Costa Rica demande que soit reconnu les répercussions particulières des cyberopérations sur les personnes marginalisées, les femmes et les filles, ainsi que sur les personnes qui se différencient par leur orientation sexuelle, leur identité de genre et leur expression du genre. Ces conséquences devraient être prises en compte à l'occasion du débat public du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité qui se tiendra le jeudi 21 octobre, ainsi que dans le rapport du Secrétaire général sur le sujet. La garantie d'une participation et d'une direction actives et effectives des femmes dans le domaine de la cybersécurité est un objectif qui reste à atteindre.

**M. Szczerski** (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne s'associe pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne (voir A/C.1/76/PV.11). Je voudrais également mettre quelques points en exergue à titre national.

La Pologne reste attachée à l'architecture de sécurité régionale existante, fondée sur des régimes de maîtrise des armes classiques ainsi que sur des mesures

de confiance et de sécurité. Malheureusement, les conditions de sécurité qui règnent actuellement dans notre région se caractérisent par un manque de confiance dû à des violations flagrantes du droit international.

Nous estimons qu'une perception globale et coopérative de la sécurité, mettant l'accent sur la maîtrise des armes classiques, forme un élément important de la sécurité européenne.

Nous déplorons la suspension par la Russie de sa participation au Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et sa violation continue du Traité « Ciel ouvert », de même que son retrait définitif de cet accord en juin 2021. Il est regrettable que le Document de Vienne soit contourné, comme lors de l'exercice militaire à grande échelle Zapad 2021 ou du renforcement militaire le long de la frontière ukrainienne ce printemps. Nous sommes déçus que le Document de Vienne n'ait pas été actualisé depuis de nombreuses années en raison du veto russe.

Nos efforts visent à renforcer et actualiser les dispositions existantes. La Pologne est un des 34 coauteurs de la proposition conjointe d'actualisation du Document de Vienne. Nous n'épargnons aucun effort dans notre participation au processus de dialogue structuré.

Les conflits régionaux en Europe de l'Est et dans le Caucase du Sud restent une source majeure de risque et d'instabilité pour l'ensemble de la région. En janvier 2022, la Pologne assumera la présidence de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et est prête à intensifier ses efforts pour faire avancer le processus de règlement des conflits dans l'espace de l'OSCE. Nous sommes cependant bien conscients que nous ne changerons pas la réalité sur le terrain tant que la violence sera utilisée à des fins politiques.

L'agression russe contre l'Ukraine est un des exemples les plus extrêmes des récents défis lancés à la sécurité européenne. Ce conflit a déjà fait plus de 13 000 morts. Le règlement du conflit russo-ukrainien demeure une étape indispensable pour le rétablissement de la sécurité européenne, qui doit se faire dans le plein respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'unité et de l'indépendance de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la péninsule de Crimée et la ville de Sébastopol.

Nous sommes également préoccupés par l'évolution de la situation au Bélarus. L'intensification des activités conjointes des forces armées biélorusses

et russes, qui opèrent à proximité étroite des frontières du Bélarus avec la Pologne et la Lituanie, s'accompagne de discours agressifs. Nous condamnons également l'instrumentalisation des migrants par le régime bélarussien pour servir ses objectifs politiques. Cette attaque hybride, qui vise à déstabiliser l'Europe, est inacceptable et doit cesser immédiatement. Nous demandons au Bélarus de cesser d'utiliser la pression migratoire contre les frontières de l'Union européenne.

Par ailleurs, la Pologne souscrit résolument à tous les efforts tendant à appliquer, en Géorgie et en République de Moldova, le processus de règlement des conflits dans l'impasse.

Nous sommes convaincus que seuls des moyens pacifiques sont de nature à permettre d'instaurer une paix durable dans la péninsule coréenne. Il nous apparaît toujours aussi clairement que la dénucléarisation complète de la République populaire démocratique de Corée doit rester une priorité absolue pour l'ensemble de la communauté internationale.

Dans le même ordre d'idées, nous sommes convaincus qu'il est dans notre intérêt à tous de stabiliser la situation au Moyen-Orient et dans le golfe Persique. Nous espérons que l'Iran reprendra sans plus tarder les négociations sur le plan d'action global commun (PAGC) à Vienne et que les parties parviendront enfin à un consensus sur la réactivation du PAGC.

La situation sur les plans militaire et en matière de sécurité en Afghanistan demeure inquiétante. La manière dont les choses évolueront doit faire l'objet d'une attention internationale soutenue. Nous devons empêcher la création de sanctuaires pour les terroristes. Nous devons rester vigilants face aux flux migratoires incontrôlés, tels que ceux qui sont orchestrés à la frontière orientale de l'Union européenne.

Outre les menaces de nature cinétique, notamment dans le secteur de l'énergie et sur le climat, nous sommes désormais confrontés également à une augmentation dynamique des menaces pour la cybersécurité. Il n'y a pas de forces magiques à l'œuvre dans le cyberspace ; des personnes, des institutions et, en fin de compte, des États sont à l'origine de toutes ces activités. En même temps, nous sommes tous impliqués dans des processus multilatéraux, au sein de la Première Commission ou du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale, pour envisager un programme d'action, ou encore dans

le groupe de travail de la Troisième Commission. Nous appelons tous les partenaires, qu'ils soient gouvernementaux ou multipartites, à conjuguer leurs efforts pour construire un cyberspace sûr et convivial.

**M. Heredia** (Philippines) (*parle en anglais*) : Les Philippines s'associent aux déclarations qui ont été prononcées par la représentante du Brunéi Darussalam, au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), et par le représentant de l'Indonésie, au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/76/PV.11).

La vitesse à laquelle le paysage de la sécurité évolue pose des défis à la communauté internationale. Notre mécanisme de désarmement et notre coopération en la matière ne peuvent se permettre de prendre du retard, et nous devons avoir un programme d'action pour aller de l'avant.

La cybercriminalité transnationale a des incidences considérables sur la paix et la sécurité des États et sur nos citoyens. Nous appuyons donc les activités nationales et internationales visant à lutter contre de tels actes et saluons les travaux complémentaires et la coordination étroite entre le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale.

Les Philippines se félicitent des développements récents concernant la coopération internationale dans les domaines de l'information et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et de la promotion du comportement responsable des États.

Ferventes partisans de l'égalité des genres, les Philippines prônent l'intégration des questions de genre dans le processus de désarmement. La paix et la sécurité ne pourront être réalisées que lorsque la participation et le leadership réels des femmes seront assurés.

Nous préconisons une collaboration plus étroite avec les États partenaires, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche dans le cadre d'initiatives communes. Nous reconnaissons le rôle de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement dans la promotion d'une analyse indépendante et incisive, du dialogue et des échanges sur les questions complexes de désarmement et de sécurité internationale.

Si le renforcement des partenariats de sécurité dans notre région a suscité des inquiétudes, la dynamique et l'étendue géographique de la région Asie-Pacifique exigent des groupements multilatéraux flexibles qui fonctionnent et qui maintiennent et soutiennent la stabilité d'une architecture de sécurité régionale fondée sur des règles, l'ASEAN jouant à cet égard un rôle essentiel. Nous envisageons les développements récents sous l'angle de la primauté des engagements dans l'espace de l'ASEAN et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Il est plus que jamais nécessaire de préserver et de renforcer la nature, le rôle et l'objectif des différentes instances relevant du mécanisme des Nations Unies pour le désarmement. Ces trois dernières années, les sessions de fond de la Commission du désarmement ont été indûment soumises à une combinaison de questions d'organisation, de procédure et de politique. Nous espérons que toutes ces questions seront bientôt résolues afin que l'important travail de la Commission puisse enfin reprendre.

Nous réaffirmons notre soutien au Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique s'agissant de promouvoir les priorités régionales en matière de désarmement, de combler les besoins et de favoriser la coopération dans notre région.

Alors que nous arrivons au terme de nos discussions thématiques, nous reconnaissons que notre travail à la Première Commission ne fait que commencer. Les questions qui se posent à nous sont peut-être redoutables, mais nous sommes convaincus qu'en tant que communauté internationale, nous pouvons faire le choix de forger une voie plus pacifique pour l'avenir.

**M<sup>me</sup> Balázs** (Hongrie) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Première Commission cette année, qu'il me soit permis de me joindre aux orateurs précédents pour vous féliciter de votre élection, Monsieur le Président, et vous assurer du plein soutien de ma délégation.

La Hongrie s'associe à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne (voir A/C.1/76/PV.11). Dès lors, je ne formulerai que quelques remarques à titre national.

La Hongrie attache une importance particulière à la cybersécurité. Dès 2012, dans le cadre du processus de Londres, la Hongrie a accueilli la deuxième Conférence mondiale sur le cyberspace. Le Représentant permanent

de la Hongrie auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en sa qualité de Président du groupe de travail informel de l'OSCE sur la cybersécurité depuis 2017, appuie activement, depuis leur création, une coopération étroite entre l'OSCE, le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale. Nous avons également participé activement aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux et du Groupe de travail à composition non limitée.

Nous nous félicitons non seulement de la conclusion des travaux et de l'adoption des rapports finaux de consensus du Groupe d'experts gouvernementaux (voir A/76/135) et du Groupe de travail à composition non limitée (voir A/75/816), mais aussi de la décision prise cette année par la Fédération de Russie et les États-Unis de présenter un projet de résolution commun (A/C.1/76/L.13) sur ce sujet à la Première Commission. Nous considérons cette coopération comme une preuve tangible de la volonté des deux pays de créer un cyberspace mondial, ouvert, libre, stable et sûr, ce que nous soutenons de tout cœur.

En ce qui concerne le mécanisme de désarmement, la Hongrie réitère son appui à ses trois piliers : la Première Commission de l'Assemblée générale, la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement.

La Conférence du désarmement est le seul organe multilatéral de désarmement chargé de négocier des traités de désarmement. C'est pourquoi c'est une énorme déception de la voir aux prises avec des difficultés dans ses travaux. Depuis des décennies, non seulement la Conférence du désarmement n'a pas pu entamer de négociations sur un nouveau traité de désarmement, mais elle n'a même pas été en mesure d'adopter son propre programme de travail. Nous sommes convaincus que les raisons de cette impasse ne sont pas de nature procédurale, mais plutôt politique, et que nos efforts collectifs sont nécessaires pour éviter que cette composante importante du mécanisme de désarmement ne perde toute sa pertinence.

La Hongrie reste déterminée à sortir la Conférence du désarmement de cette impasse. Elle pourrait commencer ses travaux par un traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication

d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires, prochaine étape logique vers l'objectif ultime d'un monde sans armes nucléaires. Nous comprenons les différents points de vue des États Membres, mais nous pensons qu'il est grand temps de faire place à ce traité attendu depuis longtemps.

Mon pays est fermement convaincu que la Commission du désarmement peut également apporter une contribution importante aux travaux des Nations Unies en matière de désarmement et de non-prolifération. Nous nous félicitons que la solution aux problèmes de procédure qui, depuis deux ans, ont empêché la Commission de reprendre ses travaux, semble avoir été trouvée. Nous espérons sincèrement que la pandémie ne bloquera pas à nouveau sa session en 2022. Nous espérons également que cette année encore, nous pourrions adopter par consensus le projet de décision sur la prochaine session de la Commission du désarmement (A/C.1/76/L.33). À cet égard, nous apprécions grandement le travail du Secrétariat et celui de l'Australie, en tant qu'ancienne Présidente de la Commission du désarmement et autrice du projet de décision.

Une éducation de qualité est également une condition essentielle pour réaliser des progrès tangibles dans le domaine de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Ayant moi-même bénéficié du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement, je suis convaincue que c'est un outil essentiel pour commencer la formation professionnelle des nouveaux et futurs experts du désarmement. Nous sommes également favorables à l'inclusion et à la participation précoces des jeunes dans les travaux du mécanisme de désarmement, car leur point de vue apporte un regard neuf sur la question.

**M<sup>me</sup> Bentégeat** (France) : La France s'aligne sur le discours de l'Union européenne (voir A/C.1/76/PV.11) et souhaite, à titre national, prononcer les observations suivantes.

Les usages civils et militaires des technologies dans le domaine cyber présentent des potentialités, mais aussi des risques et défis, liés en particulier à l'accroissement des capacités offensives des États dans le domaine. C'est pourquoi le renforcement de la stabilité stratégique et de la sécurité internationale dans le cyberspace doit constituer un enjeu prioritaire pour

les gouvernements, mais aussi pour les entreprises et les citoyens qui sont, bien souvent, les premières victimes des actions malveillantes dans le cyberspace.

La France s'est largement investie dans la promotion de la sécurité et de la stabilité dans le cyberspace, notamment lors de l'Appel de Paris, lancé en novembre 2018, promouvant un cyberspace sûr, stable et ouvert.

La France salue les résultats du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale qui sont parvenus cette année à s'accorder sur des rapports finaux (voir A/75/816 et A/76/135, respectivement), lesquels réaffirment notamment l'applicabilité du cadre normatif pour le comportement responsable des États, fondé sur le droit international existant ainsi que sur des normes de comportement responsable.

La conclusion consensuelle de ces deux processus crée une dynamique positive sur laquelle nous devons nous appuyer pour poursuivre des travaux constructifs, sur la base du consensus. Dans cet esprit, la France accueille favorablement la présentation, par les États-Unis et la Russie, d'un projet de résolution conjoint (A/C.1/76.L.13).

Si la poursuite d'un dialogue est nécessaire et utile, il est également urgent de passer à l'action pour soutenir la mise en œuvre des engagements existants et renforcer concrètement la sécurité et la stabilité du cyberspace. C'est pourquoi la France, avec plus de 50 autres États, soutient la mise en place d'un programme d'action, c'est-à-dire d'un outil inclusif, permanent au sein des Nations Unies, qui serait dédié à la mise en œuvre des normes internationales agréées, à travers le renforcement des capacités des États, les échanges de bonnes pratiques, le dialogue avec l'ensemble des autres parties prenantes. Il est à présent temps de travailler à une option de long terme, constructive, coordonnée et inclusive qui permettrait de poursuivre les travaux menés sur l'application des normes et de développer les initiatives en termes de renforcement capacitaire.

La France est fermement convaincue de l'importance centrale de la coopération et de l'assistance internationales, en particulier dans le domaine de la



lutte contre le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects. La France y participe à la fois au niveau national et dans le cadre de l'Union européenne.

À l'échelle du continent européen, la France, comme les autres États membres de l'Union européenne, apporte un fort soutien à la mise en œuvre de mesures de transparence et de confiance adaptées à la situation géostratégique de la région, et s'engage activement dans le dialogue visant à les renforcer, notamment au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

L'impossibilité d'adopter un programme de travail à la Conférence du désarmement perdure depuis de trop longues années. Nous devons collectivement renforcer nos efforts pour tirer le meilleur parti de cette enceinte, seule instance multilatérale chargée de la négociation de traités de désarmement à vocation universelle. Nous regrettons le refus, début 2021, de l'octroi du statut d'observateur à cinq pays, entorse au multilatéralisme.

Il est également regrettable que la Conférence du désarmement ne soit pas parvenue cette année à un consensus sur la proposition d'actualisation technique du règlement intérieur afin de le rendre neutre du point de vue de l'égalité de genre. La France est déterminée à poursuivre ses efforts en faveur d'une plus grande implication des femmes dans les processus de décision multilatéraux.

La France reste vivement préoccupée par les difficultés financières qui pèsent sur les instruments de désarmement depuis des années. Nous déplorons le manque de liquidités dû aux mauvais payeurs et rappelons à ce titre que le paiement des contributions nationales est une obligation qui permet d'assurer la continuité opérationnelle de nos travaux collectifs en matière de paix et de désarmement.

Nous rappelons que le multilinguisme ne doit pas être une victime collatérale de ces difficultés financières. Il n'est pas une option, mais bien le garant d'un multilatéralisme efficace.

La France souhaite enfin rappeler son attachement à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement et à ses travaux, qui doivent reposer sur une assise financière stable.

**M<sup>me</sup> Gohiwar Aryal** (Népal) (*parle en anglais*) :  
Le Népal s'associe à la déclaration prononcée par le

représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/76/PV.11).

Dans ce monde interconnecté et interdépendant, non seulement notre progrès et notre prospérité mais aussi notre paix et notre sécurité sont imbriqués. Dans ce village planétaire, nous sommes tous autant en sécurité et autant vulnérables les uns que les autres, que l'ont ait ou non accumulé un stock apparemment imprenable d'arsenaux classiques et nucléaires.

Des progrès sans précédent dans les domaines de la chimie, de la biologie, de la physique et des technologies de l'information ont propulsé la civilisation humaine vers de nouveaux sommets. Dans le même temps toutefois, ils font peser de nouvelles menaces sur la paix et la sécurité internationales. Les cyberattaques et le cyberterrorisme sont devenus un véritable problème au vu de l'augmentation de la cybercriminalité ces derniers temps.

D'une part, nous devons garantir que les technologies de l'information et des communications (TIC) sont ouvertes et accessibles afin de réduire la fracture numérique et de pouvoir en tirer parti pour atteindre les objectifs de développement durable. D'autre part, nous devons assurer une coopération mondiale pour élaborer et mettre en œuvre un cadre réglementaire solide afin de régir les technologies modernes, y compris les TIC, au profit de la paix et de la sécurité.

Ma délégation prend note des rapports finaux publiés cette année par le Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135). Nous espérons que l'actuel groupe de travail à composition non limitée produira des résultats s'agissant d'élaborer des principes et mécanismes de gouvernance complets pour l'utilisation des TIC en vue de faire progresser l'humanité dans la paix et la prospérité.

La plupart de nos mécanismes de désarmement ont souffert de la polarisation et des intérêts de clocher. Le Népal appelle la Conférence du désarmement, seule instance multilatérale dont dispose la communauté internationale pour négocier sur le désarmement, à faire preuve d'une forte volonté politique pour forger une

entente et aller de l'avant. Nous attendons également avec impatience la convocation de sessions de fond de la Commission du désarmement.

Le Népal estime que les mécanismes et processus régionaux de désarmement favorisent le dialogue et la confiance aux niveaux régional et sous-régional et renforcent la paix et la sécurité mondiales. Dans cet esprit, le Népal soutient l'action des centres régionaux des Nations Unies et la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Le Népal encourage les trois centres régionaux en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, et en Amérique latine à engager un dialogue concret avec les parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales pour promouvoir le dialogue et les mesures de confiance dans leurs régions.

Nous encourageons la participation des femmes, des jeunes et des organisations non gouvernementales aux efforts de désarmement.

En tant qu'hôte du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique, le Népal s'est engagé à soutenir les travaux du Centre. Nous reconnaissons la contribution du Centre à la promotion de l'universalisation et de l'application des instruments multilatéraux relatifs à la non-prolifération et à la maîtrise des armements.

Nous sommes heureux de constater qu'en dépit des restrictions liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le Centre a poursuivi ses activités de manière virtuelle, avec un nombre croissant de femmes et de jeunes participants. Nous demandons de nouveau aux États Membres de la région d'identifier leurs domaines d'intérêt et de collaborer avec le Centre pour atteindre les objectifs de désarmement et de non-prolifération. Le Népal appelle les pays et les organisations non gouvernementales de la région et au-delà à verser des contributions volontaires au Centre pour lui donner les moyens de remplir le mandat que lui a confié l'Assemblée générale.

En conclusion, qu'il me soit permis de mentionner que le Népal a soumis à l'examen de la Première Commission le projet de résolution A/C.1/76/L.18, sur le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique. Nous sommes certains que, comme les années précédentes, nous bénéficierons de l'appui précieux de toutes les délégations afin de l'adopter par consensus.

**M. Hashmi** (Pakistan) (*parle en anglais*) : La technologie est apparue comme un facteur habilitant crucial dans le domaine des armes. Elle continue à servir

de multiplicateur de force pour toute une série d'armes anciennes et nouvelles. Les nouvelles technologies confèrent de nouveaux niveaux de sophistication aux armes existantes et à leurs vecteurs. L'intégration entre et parmi les armes classiques et non classiques s'accélère.

Les normes, règles et règlements existants continuent d'être dépassés par l'introduction de technologies nouvelles et émergentes pour divers types d'armes, tant dans l'espace extra-atmosphérique que dans le cyberspace. L'importance croissante de la technologie dans le domaine des armes a également posé plusieurs problèmes à la résilience du droit international et aux mécanismes de contrôle de leurs dissémination, mise au point, déploiement et utilisation.

Les nouvelles technologies offrent de nouveaux moyens de guerre, et accroissent donc les risques et menaces. De nouveaux types d'armes permettront sans doute de réduire ou d'éliminer le risque de pertes humaines pour les États qui les utilisent. Ces évolutions troublantes vont également accroître la propension à utiliser ces armes et amplifier les perspectives de réponses symétriques et asymétriques. Au final, le seuil de recours au conflit armé sera abaissé. Les progrès en matière de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération seront inévitablement entravés davantage.

Dans le paysage de la maîtrise des armements, l'absence de progrès normatif sur les systèmes d'armes létaux autonomes et les cyberarmes représente des risques substantiels. Face à la possibilité d'être submergés par des systèmes d'armes létaux autonomes, les États possédant des capacités de destruction massive seront réticents à les abandonner. En revanche, d'autres États se sentiront obligés de les acquérir. L'éventail de plus en plus large des dommages que les cyberarmes peuvent infliger, ainsi que les difficultés liées à l'anonymat de leur emploi et à l'attribution des responsabilités, soulignent l'urgence de progresser vers un cadre juridique et normatif international de maîtrise des armements qui soit à la hauteur.

Les conséquences de la mise au point, du déploiement et de l'utilisation de ces nouvelles catégories d'armes, ainsi que leur intégration dans les armes et les vecteurs existants, sont évidemment dangereuses pour la paix, la sécurité et la stabilité régionales et mondiales. Face à l'évolution rapide des nouvelles technologies d'armement, qui reste inévitable, il est à la fois urgent et indispensable d'élaborer des normes, des règles et des

lois appropriées pour les contrôler et les réglementer dans toutes leurs dimensions. Les risques et les dangers sont trop graves pour être ignorés.

Il faut impérativement ancrer les efforts de maîtrise des armements qui sont opposés à ces nouveaux défis dans des normes et des principes fondamentaux et déjà acceptés. À sa première session extraordinaire sur le désarmement, tenue en 1978, l'Assemblée générale a énoncé un principe cardinal convenu au niveau international pour maîtriser et réglementer les armes. La résolution S-10/2 stipule clairement, à son paragraphe 29, que

« [l']adoption de mesures de désarmement doit se faire de façon équilibrée et équitable, de sorte que le droit à la sécurité de chaque État soit garanti et qu'aucun État ou groupe d'États n'en retire des avantages par rapport à d'autres à quelque stade que ce soit ».

La communauté internationale est consciente depuis longtemps que la paix et la sécurité internationales dépendent de la stabilité aux niveaux régional et sous-régional. La Charte des Nations Unies, la résolution S-10/2, la Commission du désarmement et la Première Commission dans ses résolutions, toutes ont réaffirmé à plusieurs reprises la nécessité de suivre simultanément des démarches régionales et mondiales.

Je voudrais attirer l'attention sur trois principes et directives supplémentaires à cet égard : la préservation de l'équilibre dans la capacité de défense des États au niveau le plus bas d'armements et de forces militaires ; la responsabilité particulière des États militairement importants et de ceux qui sont dotés de vastes capacités militaires dans la promotion d'accords pour la sécurité régionale ; le principe d'une sécurité non diminuée pour tous. Le Pakistan continue de promouvoir ces principes et de proposer des initiatives bilatérales ou régionales qui renforcent la confiance, réduisent les risques et sont conformes au principe cardinal d'une sécurité égale et non diminuée pour tous. Ces propositions sont inscrites dans les projets de résolution déposés par le Pakistan à la Commission. Nous comptons sur l'appui continu des États Membres pour leur adoption.

Le mécanisme multilatéral pour le désarmement est paralysé depuis plus de deux décennies. Cette impasse est à la fois la cause et la conséquence de priorités stratégiques concurrentes, de la perpétuation d'avantages militaires et de la poursuite de politiques discriminatoires par certains. L'idée d'un renoncement

à des principes établis de longue date ne fait pas consensus quand il s'agit d'ouvrir des négociations sur toute question figurant à l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Les solutions pour sortir de l'impasse où se trouve le mécanisme pour le désarmement relèvent de chacune de ses composantes.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Les technologies de l'information et des communications sont des vecteurs extraordinaires de développement socioéconomique, mais leur utilisation malveillante peut également représenter une menace pour la coexistence sociétale et la paix et la sécurité internationales. Il est primordial que nous concentrions nos efforts pour maintenir un cyberspace libre, ouvert, sûr, fiable, universellement accessible et pacifique, soit un cyberspace qui nous aidera à réaliser les objectifs des Nations Unies.

C'est pourquoi nous nous félicitons de la conclusion réussie des travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale et du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale, et de l'adoption par consensus de leurs rapports (voir A/75/816 et A/76/135, respectivement).

Dans les deux cas, leur travail s'est appuyé sur les efforts déployés au cours des 20 dernières années, et leurs recommandations ont fait fond sur un examen approfondi des questions considérées par des experts et sur le consensus qui s'est fait jour à l'Assemblée générale. Les rapports adoptés cette année représentent des avancées qui prolongent les efforts précédents. S'il existe des divergences d'opinion sur ces questions, il y a également de nombreux points de convergence.

Le plus important tient au fait que nous partageons un objectif commun : maintenir un cyberspace ouvert, sûr, stable, accessible et pacifique. En témoigne, selon nous, la présentation conjointe par la Russie et les États-Unis du projet de résolution A/C.1/76/L.13, que nous appuyons et dont nous nous sommes portés coauteurs. La Colombie continuera de participer de manière constructive aux discussions sur cette question au sein du nouveau Groupe de travail à composition non limitée.

Nous tenons également à souligner la nécessité de poursuivre le dialogue multilatéral sur le comportement responsable des États et de continuer à travailler pour

donner une suite concrète au consensus sur cette question. En tant que coauteurs du programme d'action, nous estimons qu'il devrait s'agir d'un outil permanent, inclusif et orienté vers l'action, destiné à faire progresser la coopération opérationnelle spécifique dans ce domaine. Nous le considérons également comme une plateforme où poursuivre les discussions sur les développements futurs face aux menaces et aux défis croissants.

Enfin, nous tenons à souligner à cet égard qu'il importe de travailler en étroite coordination avec tout l'éventail des parties prenantes, la société civile, les milieux universitaires et le secteur privé, ainsi que de s'assurer du soutien des organisations régionales.

Nous devons rendre les forums multilatéraux généralement plus dynamiques et plus efficaces, en particulier lorsqu'il s'agit des organes du mécanisme pour le désarmement. L'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement depuis plus de deux décennies signifie que nous ne sommes pas dotés des réglementations et du cadre normatif nécessaires pour faire face au développement fulgurant de l'intelligence artificielle et d'autres technologies utilisées dans la conception et le développement de nouveaux types d'armes.

Nous réaffirmons la pertinence du droit international en général et du droit international humanitaire en particulier. Néanmoins, comme nous l'avons indiqué à d'autres occasions, un tel vide normatif se traduit par un risque et une vulnérabilité accrus pour les populations civiles et par une plus grande difficulté à déterminer les responsabilités.

Nous insistons sur la nécessité de revitaliser le dispositif pour le désarmement et ses instances de débat et de négociation, en renforçant l'engagement politique collectif pour qu'elles soient opérationnelles et fonctionnent efficacement. Il est essentiel que nous travaillions ensemble dans un esprit positif dans ces instances tandis que nous examinons les questions du programme de désarmement qui sont capitales pour la paix et la sécurité internationales.

Pour la Colombie, la défense de l'égalité des genres et de la diversité est un engagement indéfectible de la plus haute importance. Nous sommes fermement convaincus que ces engagements représentent des conditions préalables essentielles pour parvenir à des sociétés prospères, équitables et durables.

Enfin, nous réaffirmons qu'il importe de préserver les instruments juridiques existants dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements, ainsi que de renforcer les régimes établis dans ces domaines.

**M. Bushra** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Mouvement des pays non alignés (voir A/C.1/76/PV.11).

L'utilisation malveillante des technologies de l'information et des communications (TIC) nouvelles et émergentes constitue une menace sérieuse pour la paix et la sécurité mondiales. Il est nécessaire de s'attaquer à ce problème et à ses effets néfastes de manière urgente et opportune. Nous devons intensifier nos efforts collectifs pour protéger le cyberspace et promouvoir ses utilisations pacifiques afin de préserver nos acquis durement gagnés et de profiter pleinement de ce secteur pour assurer la paix et la sécurité et parvenir à un développement durable.

L'Éthiopie se félicite de l'achèvement du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les moyens de favoriser le comportement responsable des États dans le cyberspace dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/76/135) et de l'adoption par consensus de celui du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816).

L'Éthiopie s'associe également aux autres pour condamner l'utilisation abusive des TIC, notamment Internet et les médias sociaux, par des groupes terroristes pour fomenter des conflits et propager la désinformation et la désinformation en vue de tromper le grand public.

L'Éthiopie est convaincue que la création de zones exemptes d'armes nucléaires est essentielle pour garantir le désarmement nucléaire. L'Afrique reste une région dénucléarisée en vertu du Traité de Pelindaba, qui a été ratifié par 41 États, permettant au continent de renforcer sa contribution au maintien de la paix et de la sécurité régionales et mondiales tout en utilisant ses ressources pour répondre aux besoins urgents en matière de développement.

L'Éthiopie souscrit par ailleurs aux résultats de l'Initiative de Stockholm pour le désarmement nucléaire et estime que la prochaine Conférence des Parties



chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires sera l'occasion de tenir l'engagement d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Il est indispensable de nous entendre sur un programme de travail équilibré et complet à la Conférence du désarmement si nous voulons progresser sur les travaux de fond de la Conférence. Il convient également de relever que la Conférence du désarmement est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement.

Dans le même ordre d'idées, nous espérons sincèrement que la Commission du désarmement de l'ONU tiendra bientôt une session de fond et formulera des recommandations. Nous devons prendre l'engagement ferme de veiller à ce que le désarmement s'acquitte de ses fonctions et assume ses responsabilités.

*M. Fiallo Karolys (Équateur), Vice-Président, assume la présidence.*

Pour terminer, ma délégation voudrait réaffirmer qu'elle est pleinement déterminée à honorer toutes ses obligations conventionnelles au titre de ce groupe de questions, et tient à indiquer qu'elle appuie et a parrainé les projets de résolution A/C.1/76/L.42, concernant la Déclaration universelle sur l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires, A/C.1/76/L.6, concernant le rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale et du désarmement, et A/C.1/76/L.55, concernant la promotion de la coopération internationale touchant les utilisations pacifiques dans le contexte de la sécurité internationale.

**M. Nadarajah** (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie s'associe aux déclarations qui ont été prononcées au nom du Mouvement des pays non alignés et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (voir A/C.1/76/PV.11).

La Malaisie estime que la cybersécurité est l'un des principaux défis auxquels elle est confrontée en matière de sécurité nationale. L'intégration de la cybersécurité aux initiatives numériques de la Malaisie est d'une importance capitale pour qu'elle puisse atteindre son objectif de devenir un pays véritablement numérique grâce à des solutions de cybersécurité à la pointe du progrès.

Dans cette optique, la Malaisie a lancé une stratégie de cybersécurité 2020-2024, qui repose sur cinq piliers stratégiques en tant que principes directeurs pour améliorer sa gestion nationale de la

cybersécurité. Cette stratégie couvre un large éventail de sujets ayant trait au cyberspace, de la gouvernance et de la réglementation à la recherche-développement, en passant par l'éducation et la collaboration au niveau mondial. Consciente des risques qui pèsent sur les infrastructures informatiques nationales critiques et de l'importance de les protéger, la Malaisie a élaboré une politique nationale de cybersécurité pour réglementer les systèmes d'information en réseau des secteurs critiques du pays. La Malaisie souligne l'importance pour les pays de continuer à coopérer pour apporter une réponse efficace aux problèmes de cybersécurité, en vue d'améliorer notre cyberrésilience collective, de renforcer la sécurité nationale et de favoriser la croissance économique.

La Malaisie est fermement convaincue que les zones exemptes d'armes nucléaires sont essentielles pour renforcer la paix et la sécurité aux niveaux régional et mondial. Ces instruments renforcent le régime de non-prolifération nucléaire et créent des conditions propices au développement et à la stabilité de la région.

En tant que membre fondateur de l'ASEAN et État partie au Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est, la Malaisie souligne l'importance de ces zones et de ces traités pour l'avènement d'un monde exempt d'armes nucléaires. La Malaisie tient à réaffirmer que le Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est joue un rôle primordial en tant qu'instrument de désarmement et de non-prolifération dans la région de l'ASEAN.

C'est pourquoi nous devons régler de toute urgence, conformément aux objectifs et aux principes du Traité, toutes les questions qui subsistent concernant la signature et la ratification du Protocole au Traité dans les meilleurs délais. Cela est conforme aux ambitions des dirigeants de l'ASEAN, telles qu'elles sont énoncées dans le Plan de la Communauté politique et de sécurité de l'ASEAN pour 2025. Dans ce but et pour aller de l'avant, les États membres de l'ASEAN doivent engager un dialogue ouvert et constructif avec les États dotés d'armes nucléaires, afin de répondre à leurs préoccupations et à leurs réserves, comme cela est convenu chaque année par les Ministres des affaires étrangères de l'ASEAN.

La Malaisie estime que la création d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient renforcera la paix aux niveaux régional et mondial et consolidera la non-prolifération des armes de destruction massive entre tous les pays de

cette région. À cet égard, la Malaisie se félicite de la tenue de la première session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, en novembre 2019, et espère que de nouveaux progrès seront accomplis à la deuxième session de la Conférence.

La Malaisie attend avec intérêt que soit convoquée dès que possible, à une date qui sera fixée ultérieurement, la quatrième Conférence des zones exemptes d'armes nucléaires et de la Mongolie, qui est essentielle pour promouvoir la coordination et la cohérence dans l'application des dispositions des traités portant création des zones exemptes d'armes nucléaires, et pour renforcer le régime de désarmement et de non-prolifération nucléaires.

La Malaisie réaffirme la validité absolue de la diplomatie multilatérale, qu'elle considère comme le seul moyen viable de traiter des questions de désarmement et de sécurité internationale. La Malaisie souligne à nouveau l'importance de renforcer les mécanismes de désarmement de l'ONU, notamment la Première Commission, la Conférence du désarmement et la Commission du désarmement.

La Première Commission est la concrétisation de la foi de la communauté internationale dans les approches multilatérales pour réaliser l'objectif d'un désarmement général et complet, en vue de maintenir la paix et la sécurité aux niveaux national, régional et international.

La Malaisie réaffirme qu'il faut rétablir la viabilité de la Conférence du désarmement, qui est la seule instance multilatérale de négociation sur le désarmement dont dispose la communauté internationale.

*Le Président assume de nouveau la présidence.*

La Malaisie réaffirme la pertinence et l'importance de la Commission du désarmement, qui est le seul organe délibérant et spécialisé au sein du mécanisme multilatéral pour le désarmement. La Malaisie regrette que la Commission du désarmement n'ait pas tenu de session de fond pendant trois années consécutives, de 2019 à 2021. Nous espérons que la Commission du désarmement pourra reprendre ses travaux l'année prochaine et formuler des recommandations de fond sur les questions inscrites à son ordre du jour.

**Le Président :** Je donne maintenant la parole à l'observateur du Saint-Siège.

**Mgr Charters** (Saint-Siège) (*parle en anglais*) :

Si l'on veut que la communauté internationale compte moins sur la force pour régler les problèmes entre États, le bon fonctionnement des mécanismes de désarmement est d'une importance capitale. Il faut aussi examiner de quelle manière les questions régionales et les nouvelles technologies influent sur nos efforts visant à éliminer les armes de destruction massive, à réduire le rôle des armes classiques et à préserver l'espace à des fins pacifiques.

La Commission du désarmement a tenu sa dernière session informelle en 2019 et n'a pas pu se réunir ces deux dernières années pour des raisons liées à la pandémie et à d'autres questions d'ordre technique. Ma délégation garde l'espoir que la Commission tiendra des réunions en présentiel ce printemps, afin de permettre à tous les États Membres et observateurs de participer pleinement à ses délibérations.

De même, tous les États Membres de l'ONU doivent apporter leur appui à la Conférence du désarmement pour qu'elle puisse surmonter les difficultés actuelles et parvenir à un consensus sur de nouvelles mesures de désarmement, notamment un traité interdisant la production de matières fissiles. Dès lors que tous les États se sont engagés à avancer vers un monde exempt d'armes nucléaires, il est inacceptable et contradictoire qu'un État produise davantage de matières fissiles aux fins de fabrication d'armes.

De nombreuses délégations ont évoqué les risques posés par le détournement des technologies de l'information et des communications (TIC), en constante évolution, dans le cyberspace et dans la vie quotidienne. En effet, ces risques appellent de toute urgence notre attention. La nécessité impérieuse d'instaurer et de préserver, au niveau international, la paix, la sécurité, et la coopération dans l'environnement numérique est plus évidente que jamais.

Le rapport final du Groupe de travail à composition non limitée sur les progrès de l'informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale (voir A/75/816) a exprimé une préoccupation partagée, à savoir que les incidents informatiques préjudiciables sont de plus en plus fréquents et sophistiqués, et ne cessent d'évoluer et de se diversifier. L'augmentation de la connectivité et du recours aux TIC, sans mesures de sécurité adaptées, peut entraîner des risques imprévus, rendant les sociétés plus vulnérables aux activités informatiques malveillantes. En dépit des avantages inestimables des TIC pour

l'humanité, leur utilisation à des fins malveillantes peut avoir des répercussions négatives considérables et de grande envergure.

Dans son onzième rapport (S/2021/582) sur le Plan d'action global commun (PAGC), le Secrétaire général se félicite du PAGC et de la résolution 2231 (2015) et indique qu'il continuera d'être un succès sur le plan de la diplomatie multilatérale et de la non-prolifération nucléaire et de bénéficier du plein appui de la communauté internationale. L'étape suivante logique est le plein rétablissement du Plan, qui est un élément essentiel des efforts visant à prévenir les conflits au Moyen-Orient, notamment le risque de la poursuite de la prolifération nucléaire.

La prudence impose également aux États Membres de relancer les efforts visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il faut saisir les possibilités offertes aux États de cette région de coopérer de manière inclusive pour consolider ces efforts.

S'agissant de la péninsule coréenne, le Saint-Siège espère sincèrement que les discours négatifs et les mesures unilatérales céderont la place à la relance d'efforts diplomatiques sincères pour régler la question du programme d'armes nucléaires de la République populaire démocratique de Corée et les questions connexes concernant ce pays et la République de Corée, ainsi que celles qui concernent les États-Unis. Mettre fin à l'état de guerre dans cette région permettrait de réorienter la diplomatie vers le règlement des problèmes actuels.

Il incombe aux États Membres de redoubler d'efforts pour faire avancer l'ensemble des questions de maîtrise des armements et de désarmement. Pour cela, il faut régler rapidement les problèmes de procédure et s'attaquer au fond des questions à l'examen. La délégation du Saint-Siège s'engage à contribuer à ces efforts.

**Le Président :** Je vais maintenant donner la parole aux délégations qui ont demandé à exercer leur droit de réponse.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Au cours de la présente séance de la Première Commission, nous avons entendu à maintes reprises des accusations portées contre la Russie, et nous avons répondu en détail à ces accusations. Nous avons toutefois constaté que nos malheureux accusateurs restaient sourds à notre position et que leur principal objectif

était de perpétuer cette perception négative de la Russie. Selon toute vraisemblance, ils agissent ainsi pour détourner l'attention de la communauté internationale de leurs propres actes ignobles et de leurs récents mauvais calculs et erreurs politiques et diplomatiques.

En soi, ces accusations dénuées de tout fondement ne nous dérangent pas. Nous avons l'habitude de ce genre de pratiques et avons maintes fois affirmé notre volonté d'avoir une discussion ouverte sur tout sujet qui préoccupe nos partenaires. Il en va tout autrement pour nos adversaires qui, à en juger par leurs déclarations, ne semblent pas avoir le moindre intérêt pour un dialogue direct et ouvert, et font donc tout ce qu'ils peuvent pour l'éviter. Le problème ne tient pas aux accusations mais à ce qui les motive, c'est-à-dire une image faussée et déformée du monde, déconnectée de la réalité.

J'observe que mes collègues d'Ukraine et de Géorgie et les pays qui sympathisent avec eux qualifient d'annexion le choix libre et volontaire des habitants de la Crimée de rejoindre la Russie, alors qu'ils voient dans le glissement des autorités de Kiev dans un nationalisme forcené et leurs violations flagrantes des droits des résidents russophones d'Ukraine, la victoire de la démocratie et une manifestation d'humanisme.

Le conflit fratricide qui sévit dans les régions de Donetsk et de Lougansk a d'abord été qualifié cyniquement d'opération antiterroriste par les autorités, puis tout aussi cyniquement, de guerre contre l'agresseur, bien qu'il soit évident qu'un conflit interne touche le sud-est de l'Ukraine, un conflit ayant pour seules parties les citoyens ukrainiens eux-mêmes. L'aide humanitaire apportée par la Russie aux habitants du sud-est de l'Ukraine est qualifiée d'invasion perfide et d'agression. Les mesures légitimes prises par la Russie pour défendre son intégrité territoriale et ses citoyens en Crimée, dans la mer Noire et la mer d'Azov, ainsi que le long de la ligne de contact avec l'OTAN sont qualifiées d'activités militaires déstabilisantes qui menacent quasiment le monde entier.

La formation de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud indépendantes est décrite comme une saisie du territoire de la Géorgie. La présence légitime de contingents militaires russes dans ces républiques et leur noble mission consistant à assurer la sécurité et une stabilité délicate dans la sous-région limitrophe sont présentées comme un facteur de déstabilisation.

On pourrait poursuivre à l'infini la liste de ces erreurs d'évaluation. Face à cette vision du monde qui occupe l'esprit de nos partenaires et à leur conviction d'avoir raison et d'être dans leur bon droit, nous ne pouvons guère espérer un dialogue constructif sur des questions aussi urgentes, qui sont à la source de ces attaques anti-russes.

Nous appelons les autorités ukrainiennes et géorgiennes ainsi que nos partenaires occidentaux à abandonner la réalité déformée qu'ils ont eux-mêmes créée et à examiner les problèmes existants, de façon impartiale, sobre et objective, car c'est la seule chose qui nous permettra d'engager ensemble le dialogue dont nous avons tous besoin pour trouver des solutions aux problèmes réels, qui risquent de devenir des points de friction permanents dans les relations internationales.

**M. In Chol Kim** (République populaire démocratique de Corée) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend la parole pour exercer son droit de réponse aux déclarations faites par le représentant des États-Unis d'Amérique.

La politique hostile des États-Unis envers la République populaire démocratique de Corée est la cause profonde de tous les problèmes qui existent dans la péninsule coréenne. Depuis le tout premier jour de la fondation de la République populaire démocratique de Corée, les États-Unis ont refusé de reconnaître notre souveraineté, nous traitant comme un État ennemi et exprimant ouvertement leur hostilité au système socialiste choisi par notre peuple.

La politique hostile des États-Unis est ouvertement fondée sur des menaces militaires visant la République populaire démocratique de Corée. Depuis plusieurs décennies, les États-Unis organisent chaque année toutes sortes de jeux de guerre dans la péninsule coréenne, alentour et dans les eaux coréennes, qui mobilisent des forces armées considérables, y compris les troupes américaines basées en Corée du Sud. De plus, ils menacent la République populaire démocratique de Corée par des démonstrations militaires intimidantes, tout en déployant ponctuellement un grand nombre d'armements en Corée du Sud.

La réalité des faits prouve que seul un moyen de dissuasion substantiel, et non pas les belles paroles, peut garantir la paix et la sécurité dans la péninsule coréenne, et qu'il est essentiel pour la République

populaire démocratique de Corée de se doter d'une force suffisamment puissante pour faire barrage aux menaces extérieures qui pèsent sur elle.

L'instauration d'une nouvelle relation entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis nécessite que ceux-ci abandonnent leur politique hostile à l'égard de la République populaire démocratique de Corée. Les États-Unis persistent à imposer des menaces militaires à la République populaire démocratique de Corée et à mettre en œuvre une politique hostile à son égard.

Pour ce faire, les États-Unis emploient des méthodes et des moyens plus ingénieux, comme le prouvent les tractations des huit derniers mois depuis la formation de leur nouveau gouvernement. Ils prônent la politique de la main tendue et du dialogue sans condition préalable, mais ce n'est là qu'un artifice mesquin pour tromper la communauté internationale et dissimuler leurs actes hostiles, tout en poursuivant la politique hostile menée par les gouvernements des États-Unis successifs. Ces derniers temps, les États-Unis ont régulièrement fait savoir qu'ils n'étaient pas hostiles à notre État, mais leur comportement ne nous donne aucune raison de les croire.

Par leurs actes irréfléchis, les États-Unis continuent d'attiser des tensions régionales. Ce qui est clair, c'est qu'à cause des États-Unis, il est difficile de mettre un terme à l'instabilité dans la région de la péninsule coréenne. Si leur gouvernement actuel entend traiter la question de la péninsule coréenne par des calculs anachroniques, comme c'est le cas en ce moment, cela donnera les mêmes résultats que par le passé.

Nous avons déjà précisé que l'attitude que nous adopterons face aux États-Unis consistera à répondre à la force par la force et à la bonne volonté par la bonne volonté. Les États-Unis ont maintenant deux possibilités. La première est de contribuer à la paix et à la stabilité de la péninsule coréenne et du monde en ayant le courage d'abandonner totalement leur politique hostile et anachronique à l'égard de la République populaire démocratique de Corée. L'actuel Gouvernement des États-Unis doit traduire en actes sa politique de non-hostilité. Il doit également mettre fin à sa politique de deux poids, deux mesures à l'égard de la République populaire démocratique de Corée.

Si les États-Unis recherchent réellement la paix et la réconciliation dans la péninsule coréenne, ils doivent commencer par abandonner leur politique hostile



à l'égard de la République populaire démocratique de Corée en cessant définitivement leurs exercices militaires conjoints et le déploiement de toutes sortes d'armes stratégiques, qui visent la République populaire démocratique de Corée dans la péninsule coréenne et alentour.

Le retrait, par les États-Unis, de la politique de deux poids, deux mesures et de leur politique hostile est une priorité absolue pour stabiliser la situation et assurer la paix dans la péninsule coréenne. Dans la même optique, nous demandons instamment au Royaume-Uni et à la Pologne d'abandonner leur mentalité héritée de la guerre froide qui les conduit à faire preuve d'hostilité et à jouer un double jeu à l'égard de la République populaire démocratique de Corée.

**M. Balouji** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je voudrais exercer mon droit de réponse à la suite des propos inacceptables tenus par certains représentants, notamment le représentant des États-Unis, contre l'Iran. Le Plan d'action global commun (PAGC) est un plan d'action global qui a été soigneusement négocié et conclu entre l'Iran et les E3+3, à savoir la Chine, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, pour apporter une solution définitive à la crise artificielle créée autour du programme nucléaire pacifique de l'Iran.

Approuvé à l'unanimité par la résolution 2231 (2015), le PAGC est un accord multipartite fondé sur la réciprocité. Sa portée, ses dispositions et ses délais reposent sur un équilibre délicat qui a été négocié et approuvé au niveau multilatéral et qui ne peut être modifié, renégozié ou élargi.

Nous savons bien que le PAGC n'est pas, et n'était pas destiné à être, un accord global permettant de régler tous les points de discorde. De l'avis général, l'accord s'appliquait exactement comme prévu jusqu'au retrait décidé par l'ancien Président Trump.

L'Iran a continué d'honorer pleinement ses engagements, même une année après le retrait des États-Unis. Toutefois, face à la réimposition de sanctions par les États-Unis, l'Iran a dû prendre, à plusieurs reprises, des mesures conformes aux dispositions du PAGC, notamment aux paragraphes 26 et 36, qui autorisent l'Iran à procéder ainsi.

Il est regrettable que les responsables de l'actuel Gouvernement des États-Unis, tout en ayant critiqué l'ancien Président Trump pour la pression maximale

qu'il a exercée, aient en pratique continué à imposer ces sanctions et n'aient montré aucune intention de les lever, alors qu'ils insistent pour que l'Iran respecte d'abord ses engagements.

Le Gouvernement des États-Unis doit comprendre que le stratagème consistant à utiliser les sanctions pour obtenir de nouvelles concessions iraniennes n'a pas fonctionné avec l'ancien Président Trump, et ne fonctionnera pas avec le Président Biden. La meilleure voie à suivre n'est pas d'utiliser les sanctions comme moyen de pression contre l'Iran dans le cadre des pourparlers sur la question nucléaire, mais, au contraire, de les supprimer toutes sans délai.

Il incombe aux autres parties au PAGC et aux États-Unis de garantir que l'Iran tire effectivement parti des avantages liés à sa mise en œuvre et que l'accord ne disparaisse pas à cause de la stratégie inacceptable des États-Unis.

En dépit de toutes les difficultés, l'Iran a poursuivi sa coopération constructive et son accord technique avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Malgré toutes les allégations formulées contre l'Iran, nous respectons notre accord de garanties avec l'AIEA, qui est l'instrument spécifique qui s'applique juridiquement au programme nucléaire iranien.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je prends la parole pour répondre à la déclaration faite par le représentant du Royaume-Uni. Il est regrettable que ce genre de déclaration apporte une preuve supplémentaire de la poursuite de la politique menée par le Royaume-Uni au Moyen-Orient.

Le Royaume-Uni continue de faire la guerre au peuple syrien sur tous les plans. Nous subissons une campagne d'allégations insidieuses et de mensonges concernant l'emploi d'armes chimiques, même si nous savons pertinemment que ces allégations servent à détourner l'attention de la communauté internationale des personnes qui ont réellement utilisé ces armes.

Je voudrais rappeler au représentant du Royaume-Uni que la Syrie a signé la Convention sur les armes chimiques et qu'elle a respecté toutes les obligations qui lui incombent au titre de cette convention. Nous continuons à coopérer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) afin de clore cette affaire dans les meilleurs délais.

Néanmoins, certains États continuent de politiser cette question de manière flagrante. Ils continuent de proférer des allégations infondées contre la Syrie qui servent les intérêts des groupes terroristes. Ces pays mettent également en doute notre coopération avec l'OIAC ; ils publient des rapports démontrant un manque de professionnalisme et continuent à créer des mécanismes illégitimes.

**Le Président** : Nous avons entendu le dernier orateur au titre de l'exercice du droit de réponse.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Nous avons entendu le dernier orateur au titre des groupes de questions 5, 6 et 7 et avons conclu le volet des discussions thématiques de la Commission plus tôt que prévu.

### **Programme de travail**

**Le Président** (*parle en anglais*) : J'ai été informé par le Secrétariat qu'il n'est pas possible de commencer la phase de prise de décisions de la Commission avant le 27 octobre, car tous les projets de résolution et de décision déposés sont en cours de publication et d'évaluation en ce qui concerne leurs incidences financières. Sauf objection, je propose donc d'annuler les deux dernières séances en présentiel qui devaient se tenir le jeudi 19 octobre et le vendredi 22 octobre pour les discussions thématiques.

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La troisième séance virtuelle formelle aura lieu le jeudi 21 octobre à 10 heures sur Zoom. Nous aurons des échanges avec le

Président du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les problèmes découlant de l'accumulation de stocks de munitions classiques en surplus, ainsi qu'avec les directeurs des trois centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement, le Président de la Conférence du désarmement, le Président du Conseil consultatif pour les questions de désarmement et le Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement.

La prochaine séance plénière de la Première Commission se tiendra le mercredi 27 octobre à 10 heures dans la salle de l'Assemblée générale. La Commission entamera alors la troisième et dernière phase de ses travaux, à savoir la prise de décisions sur tous les projets de résolution et de décision qui ont été déposés.

À cet égard, la Commission s'appuiera sur les documents non officiels qui seront publiés par le Secrétariat et où figurera la liste des projets de résolution et de décision sur lesquels elle se prononcera chaque jour. Nous nous prononcerons sur les projets de texte relevant de chacun des groupes de questions recensés dans ce document. Le Secrétariat révisera ce document non officiel quotidiennement pour y faire figurer la dernière version des projets de texte sur lesquels la Commission devra se prononcer à chaque séance durant cette phase. Conformément à la pratique établie, au début de notre séance le matin du mercredi 27 octobre, j'expliquerai la procédure qui guidera nos travaux durant la phase de prise de décisions.

*La séance est levée à 16 h 50.*